

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxembourg

---

**RECUEIL DE LEGISLATION**

---

A — N° 47

6 juin 1964

---

**SOMMAIRE**

Loi du 12 mai 1964 portant modification du régime de l'impôt sur le chiffre d'affaires . . . . .	page	<b>985</b>
Règlement ministériel du 30 mai 1964 relatif au régime fiscal des tabacs . . . . .		<b>987</b>
Règlement ministériel du 1 <sup>er</sup> juin 1964 modifiant le règlement ministériel du 9 septembre 1963 portant fixation des taxes à percevoir pour les objets de correspondance, les lettres et boîtes avec valeur déclarée, les remboursements, les mandats de poste, les virements, les recouvrements, les journaux-abonnements et les diverses opérations accessoires du service international par application de la Convention et des Arrangements signés au Congrès postal universel d'Ottawa de 1957 . . . . .		<b>995</b>
Statuts réglementaires de la Caisse de maladie des employés privés — Modification . . . . .		<b>996</b>
Règlements communaux . . . . .		<b>996</b>

---

**Loi du 12 mai 1964 portant modification du régime de l'impôt sur le chiffre d'affaires.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés

Vu la décision de la Chambre des Députés du 22 avril 1964 et celle du Conseil d'Etat du 28 avril 1964 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de la taxe d'importation prévus au paragraphe 7 de la loi du 16 octobre 1934 sont portés :

- le taux de 2 pour cent à 3 pour cent ;
- le taux de 1 pour cent à 1,50 pour cent ;
- le taux de 0,50 pour cent à 0,75 pour cent ;
- le taux de 2,50 pour cent à 3,75 pour cent.

Le montant du chiffre d'affaires global prévu à l'alinéa quatre du paragraphe 7 précité est porté à quarante millions.

Les taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires prévus à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté grand-ducal du 22 juillet 1960 modifiant le régime de la taxe d'importation et de l'impôt sur le chiffre d'affaires des véhicules à moteur sont portés :

le taux de 7 pour cent à 10 pour cent ;

le taux de 2 pour cent à 3 pour cent.

Le taux de la taxe forfaitaire sur le chiffre d'affaires des combustibles minéraux solides prévu au règlement grand-ducal du 19 mai 1961 est porté de 2,50 pour cent à 3,75 pour cent.

**Art. 2.** Lorsqu'un entrepreneur justifie avoir exporté des produits, il lui sera accordé, sur demande, une bonification qui ne pourra dépasser l'impôt grevant les produits. La bonification sera déterminée à l'aide de taux moyens par produit ou groupe de produits.

Lorsqu'un entrepreneur justifie avoir exporté des produits sans leur avoir fait subir ni une main-d'oeuvre, ni une transformation après les avoir importés ou acquis à l'intérieur, une bonification de l'impôt grevant l'importation ou l'acquisition lui sera accordée sur demande.

Un règlement d'administration publique fixera l'assiette, les taux et la base de calcul de la ristourne prévue aux alinéas qui précèdent ainsi que les autres conditions et modalités auxquelles l'octroi de la ristourne sera soumis.

**Art. 3.** L'entrepreneur, dont le chiffre d'affaires global de l'année courante ne dépasse pas un million de francs, peut déduire de son chiffre d'affaires imposable un montant de cent mille francs. Lorsque le chiffre d'affaires est assujéti à différents taux d'impôt, la déduction est à opérer de la manière la plus favorable à l'entrepreneur. L'abattement ne peut cependant pas être imputé sur les montants du chiffre d'affaires assujéti à une taxe forfaitaire créée par application de l'article 7 de la loi du 25 mai 1946 portant certaines modifications au régime de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

L'entrepreneur dont le chiffre d'affaires global de l'année courante dépasse un million de francs, peut déduire de son chiffre d'affaires imposable un montant dont le calcul s'établit de la manière suivante : le montant déductible par cent mille francs prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> est diminué de la partion du chiffre d'affaires global annuel qui excède le montant d'un million de francs.

**Art. 4.** Sont exemptes de l'impôt sur le chiffre d'affaires:

1° les livraisons par le producteur de produits agricoles provenant d'une exploitation agricole indigène, ainsi que l'auto-consommation de ces mêmes produits ;

2° les livraisons de gros de céréales, semences, plants et engrais ainsi que les livraisons d'aliments destinés à la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour.

Un règlement d'administration publique déterminera les modalités d'exécution de la disposition sub 2° ci-dessus.

**Art. 5.** La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1964.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Werner**

Palais de Luxembourg, le 12 mai 1964  
Pour la Grande-Duchesse :  
Son Lieutenant-Représentant  
**Jean**  
Grand-Duc héritier

**Règlement ministériel du 30 mai 1964 relatif au régime fiscal des tabacs.**

*Le Ministre des Finances,*

Vu l'article 21 de la Convention du 25 juillet 1921 établissant une Union Economique entre le Grand-Duché et la Belgique et l'article 6 de l'arrêté grand-ducal du 24 avril 1922 ;

Vu l'arrêté royal belge du 27 mai 1964 modifiant le régime d'accise du tabac et l'arrêté ministériel belge du 27 mai 1964 modifiant le règlement établi par l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948 pour la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués et modifiant le tableau des bandelettes fiscales;

Arrête :

**Article unique.** L'arrêté royal belge du 27 mai 1964 et l'arrêté ministériel belge du 27 mai 1964 précités seront publiés au Mémorial pour être exécutés au Grand-Duché à partir du 1<sup>er</sup> juin 1964.

Luxembourg, le 30 mai 1964.

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Werner**

—  
*Arrêté royal belge du 27 mai 1964 modifiant le régime d'accise du tabac.*  
—

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 mars 1951 concernant les accises, notamment l'article 39 ;

.....

Vu l'urgence ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui ne ont délibéré en Conseil.

Nous avons arrêté et arrêtons :

*Art. 1<sup>er</sup>.* L'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 décembre 1947 (1) relative au régime fiscal du tabac, modifié par l'article 36 de la loi du 19 mars 1951 (2) concernant les accises, par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 5 juillet 1956 (3), relative au régime fiscal du tabac, par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 10 décembre (4) 1962 modifiant le régime d'accise du tabac et par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 4 avril 1963 (5) modifiant le régime d'accise du tabac, est remplacé par les dispositions suivantes :

«**Art. 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>.** Les tabacs fabriqués, indigènes ou étrangers, sont soumis à un droit d'accise fixé comme suit :

A. Cigares pesant 3 kg ou plus par 1.000 pièces.....	13 p.c.	} du prix de vente au détail, d'après un barème établi par le Ministre des Finances
B. Autres cigares (cigarillos) .....	18,5 p.c.	
C. Cigarettes .....	57,5 p.c.	
D. Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher vendu à l'état sec .....	34 p.c.	
E. Tabac à mâcher humide .....	1 franc par kilogramme	

Pour les tabacs fabriqués étrangers, le droit d'accise est indépendant du droit fixé par le tarif des droits d'entrée».

1) Mémorial 1948, p. 83.

2) Mémorial 1951, p. 624.

3) Mémorial 1956, p. 942.

4) Mémorial 1963, p. 19.

5) Mémorial 1963, p. 267.



*Art. 2.* Les bandelettes fiscales pour tabacs fabriqués, non encore utilisées, détenues le 1<sup>er</sup> juin 1964 par les fabricants et par les importateurs, donnent lieu au remboursement de la différence entre le droit d'accise en vigueur avant cette date et celui appliqué à partir de la même date.

Les modalités du remboursement sont fixées par le Ministre des Finances.

*Art. 3.* Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1964.

*Art. 4.* Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 mai 1964.

Par le Roi:  
Le Ministre des Finances,  
A. DEQUAE.

---

*Arrêté ministériel belge du 27 mai 1964 modifiant le règlement établi par l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948 pour la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués et modifiant le tableau des bandelettes fiscales.*

---

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 31 décembre 1947 (1) relative au régime fiscal du tabac, modifiée par les articles 36 et 37 de la loi du 19 mars 1951 (2) concernant les accises et par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 4 avril 1963 (3) modifiant le régime d'accise du tabac, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 3 et 5, 1<sup>o</sup>;

.....

Vu l'arrêté royal du 27 mai 1964 modifiant le régime d'accise du tabac, notamment l'article 2 ;

Vu le règlement établi par l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948 (4) pour la perception du droit d'accise sur les tabacs fabriqués, modifié notamment par les arrêtés ministériels des 28 mars 1951 (5), 15 avril 1958 (6) et 24 juillet 1962 (7), spécialement les §§ 1<sup>er</sup> et 2;

Vu le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs fabriqués annexé à l'arrêté ministériel du 16 mars 1964; (8)

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2 ;

Vu l'urgence,

Arrête :

*Art. 1<sup>er</sup>.* Dans le § 1<sup>er</sup> du règlement annexé à l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948, la définition du mot « Loi » est modifiée comme suit :

« Loi: la loi du 31 décembre 1947, modifiée par les lois des 19 mars 1951, 24 mai 1952, 5 juillet 1956, 10 décembre 1962 et 4 avril 1963 et par l'arrêté royal du 27 mai 1964 ;».

*Art. 2.* Le § 2 du même règlement est remplacé par les dispositions suivantes :

---

1) Mémorial 1948, p. 83.

2) Mémorial 1951, p. 624.

3) Mémorial 1963, p. 267.

4) Mémorial 1948, p. 433.

5) Mémorial 1951, p. 598.

6) Mémorial 1958, p. 488.

7) Mémorial 1962, p. 623.

8) Mémorial 1964, p. 561.



« § 2. Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 27 mai 1964, les tabacs fabriqués, indigènes ou étrangers, destinés à être consommés dans le pays, sont soumis à un droit d'accise fixé comme suit :

- |   |           |   |
|---|-----------|---|
| A. Cigares pesant 3 kg ou plus les 1000 pièces                        | 13 p.c.   | } du prix de vente au détail,<br>d'après un barème établi<br>avec éventuellement un prix<br>de vente minimum à la base<br>par le Ministre des Finances. |
| B. Autres cigares (cigarillos   | 18,5 p.c. |   |
| C. Cigarettes   | 57,5 p.c. |   |
| D. Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher vendu à l'état sec | 34 p.c.   |   |
| E. Tabac à mâcher humide : 1 franc par kilogramme.»                   |           |   |

Art. 3. Dans le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs, annexé à l'arrêté ministériel du 16 mars 1964 :

1° les taux de 60,5 p.c. et 37 p.c. figurant sous les littéras C et D de la rubrique «Taux d'imposition», sont remplacés respectivement par les taux de 57,5 p.c. et 34 p.c. ;

2° les barèmes «C. —Cigarettes (Accise: 60,5)» et «D. — Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher sec (Accise: 37 p.c.)» sont remplacés par les barèmes annexés au présent arrêté.

Art. 4. Pour obtenir le remboursement du droit d'accise dans les conditions prévues par l'article 2 de l'arrêté royal du 27 mai 1964 les fabricants et les importateurs doivent adresser au receveur des accises de leur ressort, par pli recommandé à la poste au plus tard le 3 juin 1964, une demande à laquelle est annexé un inventaire daté et signé, indiquant par série le nombre de bandelettes qu'ils détiennent.

Art. 5. L'inventaire visé à l'article 4 doit être conforme au modèle ci-après :

« Inventaire établi par M. .... rue ..... n° ....., à ..... pour être annexé à sa demande en remboursement du droit d'accise sur les bandelettes indiquées ci-dessous : »

Art. 6. Les bénéficiaires doivent introduire une demande en remboursement et faire un inventaire distinct pour chaque endroit où ils détiennent des bandelettes fiscales.

Art. 7. Dans chaque endroit où sont détenues des bandelettes fiscales pour lesquelles une demande en remboursement du droit d'accise est introduite, un second exemplaire de l'inventaire doit être tenu à la disposition des agents des accises.

Les fabricants et les importateurs y ajoutent la liste des bandelettes qui leur ont été expédiées avant le 1<sup>er</sup> juin 1964 mais qui leur sont parvenues après que le premier inventaire a été dressé.

Art. 8. Les agents des accises se rendront chez les fabricants et les importateurs, afin d'y procéder à la vérification des inventaires.

Art. 9. Les sommes à rembourser aux bénéficiaires sont calculées sur la base des quantités de bandelettes fiscales représentées intactes et dénombrées par les agents des accises.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1964.

Bruxelles, le 27 mai 1964.

A. DEQUAE.

## ANNEXE

C. — CIGARETTES (Accise: 57,5 p.c.)				C. — CIGARETTES (Accise : 57,5 p.c.)			
Série	Nombre de pièces p. emballage	Prix maximum de vente au détail	Droit d'accise	Série	Nombre de pièces p. emballage	Prix maximum de vente au détail	Droit d'accise
—	—	—	—	—	—	—	—
1	2	3	4	1	2	3	4
—	—	F	F	—	—	F	F
921 AN	10	3,25	1,868	991 AN	10	5,25	3,018
922 AN	12	3,75	2,156	992 AN	12	6,50	3,737
923 AN	20	6,25	3,593	993 AN	20	10,50	6,037
924 A	25	7,75	4,456	994 A	25	13,—	7,475
925 A	50	15,50	8,912	995 A	50	26,—	14,950
926 A	100	31,—	17,825	996 A	100	52,—	29,900
951	10	3,75	2,156	991 E	10	5,50	3,162
952 N	12	4,50	2,587	992 E	12	6,75	3,881
953	20	7,50	4,312	993 E	20	11,—	6,325
944 C	25	9,—	5,175	994 E	25	13,50	7,762
945 C	50	18,—	10,350	995 E	50	27,—	15,525
946 C	100	36,—	20,700	996 E	100	54,—	31,050
944 B	25	9,25	5,318	1001 C	10	5,75	3,306
945 B	50	18,50	10,637	1002 C	12	7,—	4,025
946 B	100	37,—	21,275	1003 C	20	11,50	6,612
961 A	10	4,25	2,443	1004 C	25	14,—	8,050
962 AN	12	5,25	3,018	1005 C	50	28,—	16,100
963 A	20	8,50	4,887	1006 C	100	56,—	32,200
964 D	25	10,50	6,037	1001 D	10	6,—	3,450
965 D	50	21,—	12,075	1002 D	12	7,25	4,168
966 D	100	42,—	24,150	1003 D	20	11,75	6,756
981 AN	10	4,75	2,731	1004 D	25	14,50	8,337
982 AN	12	6,—	3,450	1005 D	50	29,—	16,675
983 A	20	9,50	5,462	1006 D	100	58,—	33,350
984 A	25	12,—	6,900	1013	20	12,—	6,900
985 A	50	24,—	13,800	1014	25	25,—	8,625
986 A	100	48,—	27,600	1015	50	30,—	17,250
				1016	100	60,—	34,500

C. — CIGARETTES (Accise: 57,5 p.c.)			
Série	Nombre de pièces p. emballage	Prix maximum de vente au détail	Droit d'accise
—	—	—	—
1	2	3	4
—	—	F	F
1011 A	10	6,25	3,593
1012 AN	12	7,50	4,312
1013 A	20	12,50	7,187
1014 AN	25	15,75	9,056
1015 A	50	31,25	17,968
1016 A	100	62,50	35,937
1011 D	10	6,50	3,737
1012 D	12	7,75	4,456
1013 D	20	13,—	7,475
1014 D	25	16,25	9,343
1015 D	50	32,50	18,687
1016 D	100	65,—	37,375
1022 BN	12	8,—	4,600
1023 B	20	13,25	7,618
1024 BN	25	16,75	9,631
1025 BN	50	33,25	19,118
1026 B	100	66,25	38,093
1021 A	10	6,75	3,881
1022 AN	12	8,25	4,743
1023 A	20	13,50	7,762
1024 AN	25	17,—	9,775
1025 A	50	33,75	19,406
1026 A	100	67,50	38,812
1031	10	7,—	4,025
1032 N	12	8,50	4,887
1033	20	14,—	8,050
1034	25	17,50	10,062
1035	50	35,—	20,125
1036	100	70,—	40,250
1031 A	10	7,25	4,168
1032 AN	12	8,75	5,031
1033 A	20	14,50	8,337
1034 AN	25	18,25	10,493
1035 A	50	36,25	20,843
1036 A	100	72,50	41,687

C. — CIGARETTES (Accise: 57,5 p.c.)			
Série	Nombre de pièces p. emballage	Prix maximum de vente au détail	Droit d'accise
—	—	—	—
1	2	3	4
—	—	F	F
1041	10	7,50	4,312
1042 N	12	9,—	5,175
1043	20	15,—	8,625
1044	25	18,75	10,781
1045	50	37,50	21,562
1046	100	75,—	43,125
1051	10	8,—	4,600
1052 N	12	9,75	5,606
1053	20	16,—	9,200
1054	25	20,—	11,500
1055	50	40,—	23,—
1056	100	80,—	46,—
1051 A	10	8,50	4,887
1052 AN	12	10,25	5,893
1053 A	20	17,—	9,775
1054 A	25	21,25	12,218
1055 A	50	42,50	24,437
1056 A	100	85,—	48,875
1061	10	9,—	5,175
1062 N	12	10,75	6,181
1063	20	18,—	10,350
1064	25	22,50	12,937
1065	50	45,—	25,875
1066	100	90,—	51,750
1071	10	10,—	5,750
1072 N	12	12,—	6,900
1073	20	20,—	11,500
1074	25	25,—	14,375
1075	50	50,—	28,750
1076	100	100,—	57,500
1081	10	11,—	6,325
1082 N	12	13,25	7,618
1083	20	22,—	12,650
1084	25	27,50	15,812
1085	50	55,—	31,625
1086	100	110,—	63,250

C. — CIGARETTES (Accise: 57,5 p.c.)			
Série	Nombre de pièces p. emballage	Prix maximum de vente au détail	Droit d'accise
—	—	—	—
1	2	3	4
—	—	—	—
		F	F
1091	10	12,—	6,900
1092 N	12	14,50	8,337
1093	20	24,—	13,800
1094	25	30,—	17,250
1095	50,—	60,—	34,500
1096	100	120,—	69,—
1101	10	12,50	7,187
1102 N	12	15,—	8,625
1103	20	25,—	14,375
1104	25	31,25	17,968
1105	50	62,50	35,937
1106	100	125,—	71,875
1101 C	10	13,50	7,762
1102 CN	12	16,25	9,343
1103 C	20	27,—	15,525
1104 C	25	33,75	19,406
1105 C	50	67,50	38,812
1106 C	100	135,—	77,625
1101 B	10	14,—	8,050
1102 BN	12	16,75	9,631
1103 B	20	28,—	16,100
1104 B	25	35,—	20,125
1105 B	50	70,—	40,250
1106 B	100	140,—	80,500
1111	10	15,—	8,625
1112 N	12	18,—	10,350
1113	20	30,—	17,250
1114	25	37,50	21,562
1115	50	75,—	43,125
1116	100	150,—	86,250
1111 A	10	16,—	9,200
1112 AN	12	19,25	11,068
1113 A	20	32,—	18,400
1114 A	25	40,—	23,—
1115 A	50	80,—	46,—
1116 A	100	160,—	92,—

C. — CIGARETTES (Accise: 57,5 p.c.)			
Série	Nombre de pièces p. emballage	Prix maximum de vente au détail	Droit d'accise
—	—	—	—
1	2	3	4
—	—	—	—
		F	F
1111 B	10	17,50	10,062
1112 BN	12	21,—	12,075
1113 B	20	35,—	20,125
1114 B	25	43,75	25,156
1115 B	50	87,50	50,312
1116 B	100	175,—	100,625
1121	10	20,—	11,500
1122 N	12	24,—	13,800
1123	20	40,—	23,—
1124	25	50,—	28,750
1125	50	100,—	57,500
1126	100	200,—	115,—
1121 A	10	21,25	12,218
1122 AN	12	25,50	14,662
1123 A	20	42,50	24,437
1124 AN	25	53,25	30,618
1125 A	50	106,25	61,093
1126 A	100	212,50	122,187
1131	10	22,50	12,937
1132 N	12	27,—	15,525
1133	20	45,—	25,875
1134	25	56,25	32,343
1135	50	112,50	64,687
1136	100	225,—	129,375
1141	10	25,—	14,375
1142 N	12	30,—	17,250
1143	20	50,—	28,750
1144	25	62,50	35,937
1145	50	125,—	71,875
1146	100	250,—	143,750
1151	10	illimité	17,250
1152 N	12	—	20,700
1153	20	—	34,500
1154	25	—	43,125
1155	50	—	86,250
1156	100	—	172,500



Δ.  $\frac{3}{4}$  TABAC A FUMER, TABAC A PRISER  
 ET TABAC A MACHER SEC (Accise 34 p.c.)

Série	Poids p. emballage	Prix maximum	
		de vente au détail	Droit d'accise
—	—	—	—
1	2	3	4
—	—	—	—
		F	F
1251	50	4,—	1,360
1252	100	8,—	2,720
1253	125	10,—	3,400
1254	250	20,—	6,800
1255	500	40,—	13,600
1261	50	4,50	1,530
1262	100	9,—	3,060
1263 N	(1) 125	11,25	3,825
1264	250	22,50	7,650
1265	500	45,—	15,300
1271	50	5,—	1,700
1272	100	10,—	3,400
1273	(1) 125	12,50	4,250
1274	250	25,—	8,500
1275	500	50,—	17,—
1291	50	6,—	2,040
1292	100	12,—	4,080
1293	(1) 125	15,—	5,100
1294	250	30,—	10,200
1295	500	60,—	20,400
1301	50	6,50	2,210
1302	100	13,—	4,420
1303 N	125	16,25	5,525
1304	250	32,50	11,050
1305	500	65,—	22,100
1311	50	7,—	2,380
1312	100	14,—	4,760
1313	125	17,50	5,950
1314	250	35,—	11,900
1315	500	70,—	23,800

 D. — TABAC A FUMER, TABAC A PRISER  
 ET TABAC A MACHER SEC (Accise 34 p.c.)

Série	Poids p. emballage	Prix maximum	
		de vente au détail	Droit d'accise
—	—	—	—
1	2	3	4
—	—	—	—
		F	F
1321	50	7,50	2,550
1322	100	15,—	5,100
1323 N	125	18,75	6,375
1324	250	37,50	12,750
1325	500	75,—	25,500
1321 A	50	8,—	2,720
1322 A	100	16,—	5,440
1323 A	125	20,—	6,800
1324 A	250	40,—	13,600
1325 A	500	80,—	27,200
1341	50	8,50	2,890
1342	100	17,—	5,780
1343 N	125	21,25	7,225
1344	250	42,50	14,450
1345	500	85,—	28,900
1351	50	9,—	3,060
1352	100	18,—	6,120
1353	125	22,50	7,650
1354	250	45,—	15,300
1355	500	90,—	30,600
1351 A	50	9,50	3,230
1352 A	100	19,—	6,460
1353 AN	125	23,75	8,075
1354 A	250	47,50	16,150
1355 A	500	95,—	32,300
1371	50	10,—	3,400
1372	100	20,—	6,800
1373	125	25,—	8,500
1374	250	50,—	17,—
1375	500	100,—	34,—

(1) Séries exclusivement réservées au tabac à priser.

D. — TABAC A FUMER, TABAC A PRISER  
ET TABAC A MACHER SEC (Accise 34 p.c.)

Série	Poids p. emballage	Prix maximum	
		de vente au détail	Droit d'accise
—	—	—	—
1	2	3	4
—	—	—	—
		F	F
1371 A	50	10,50	3,570
1372 A	100	21,—	7,140
1373 AN	125	26,25	8,925
1374 A	250	52,50	17,850
1375 A	500	105,—	35,700
1371 CN	50	10,75	3,655
1372 CN	100	21,50	7,310
1373 C	125	26,75	9,095
1374 C	250	53,50	18,190
1375 C	500	107,—	36,380
1381	50	11,—	3,740
1382	100	22,—	7,480
1383	125	27,50	9,350
1384	250	55,—	18,700
1385	500	110,—	37,400
1381 A	50	11,50	3,910
1382 A	100	23,—	7,820
1383 AN	125	28,75	9,775
1384 A	250	57,50	19,550
1385 A	500	115,—	39,100
1391	50	12,—	4,080
1392	100	24,—	8,160
1393	125	30,—	10,200
1394	250	60,—	20,400
1395	500	120,—	40,800
1391 A	50	12,50	4,250
1392 A	100	25,—	8,500
1393 AN	125	31,25	10,625
1394 A	250	62,50	21,250
1395 A	500	125,—	42,500

D. — TABAC A FUMER, TABAC A PRISER  
ET TABAC A MACHER SEC (Accise 34 p.c.)

Série	Poids p. emballage	Prix maximum	
		de vente au détail	Droit d'accise
—	—	—	—
1	2	3	4
—	—	—	—
		F	F
1401	50	13,—	4,420
1402	100	26,—	8,840
1403	125	32,50	11,050
1404	250	65,—	22,100
1405	500	130,—	44,200
1401 A	50	13,50	4,590
1402 A	100	27,—	9,180
1403 AN	125	33,75	11,475
1404 A	250	67,50	22,950
1405 A	500	135,—	45,900
1411	50	14,—	4,760
1412	100	28,—	9,520
1413	125	35,—	11,900
1414	250	70,—	23,800
1415	500	140,—	47,600
1411 A	50	14,50	4,930
1412 A	100	29,—	9,860
1413 AN	125	36,25	12,325
1414 A	250	72,50	24,650
1415 A	500	145,—	49,300
1421	50	15,—	5,100
1422	100	30,—	10,200
1423	125	37,50	12,750
1424	250	75,—	25,500
1425	500	150,—	51,—
1421 C	50	15,50	5,270
1422 C	100	31,—	10,540
1423 C	125	38,75	13,175
1424 C	250	77,50	26,350
1425 C	500	155,—	52,700

D. — TABAC A FUMER, TABAC A PRISER  
ET TABAC A MACHER SEC (Accise 34 p.c.)

Série	Poids p. emballage	Prix maximum	
		de vente au détail	Droit d'accise
—	—	—	—
1	2	3	4
—	—	—	—
		F	F
1421 A	50	16,—	5,440
1422 A	100	32,—	10,880
1423 A	125	40,—	13,600
1424 A	250	80,—	27,200
1425 A	500	160,—	54,400
1421 B	50	16,50	5,610
1422 B	100	33,—	11,220
1423 B	125	41,25	14,025
1424 B	250	82,50	28,050
1425 B	500	165,—	56,100

D. — TABAC A FUMER, TABAC A PRISER,  
ET TABAC A MACHER SEC (Accise 34 p.c.)

Série	Poids p. emballage	Prix maximum	
		de vente au détail	Droit d'accise
—	—	—	—
1	2	3	4
—	—	—	—
		F	F
1431	50	illimité	5,950
1432	100	—	11,900
1433	125	—	14,875
1434	250	—	29,750
1435	500	—	59,500

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 27 mai 1964.

*Le Ministre des Finances,*  
A. DEQUAE.

**Règlement ministériel du 1<sup>er</sup> juin 1964 modifiant le règlement ministériel du 9 septembre 1963 portant fixation des taxes à percevoir pour les objets de correspondance, les lettres et boîtes avec valeur déclarée, les remboursements, les mandats de poste, les virements, les recouvrements, les journaux-abonnements et les diverses opérations accessoires du service international par application de la Convention et des Arrangements signés au Congrès postal universel d'Ottawa de 1957.**

*Le Ministre des Finances,*

Vu l'article 2 de la loi du 25 juillet 1959 portant approbation de la Convention et des Arrangements signés au Congrès postal universel d'Ottawa, le 3 octobre 1957, ainsi que les arrangements conclus avec les Pays-Bas au sujet de l'adoption de taxes réduites particulières ;

Sur la proposition de Monsieur le Directeur de l'Administration des Postes et Télécommunications ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** A partir du 1<sup>er</sup> juillet 1964, les indications figurant à la rubrique 3 « Pays-Bas », en regard de « Lettres » du tableau A. — Objets de correspondance — du règlement ministériel du 9 septembre 1963 portant fixation des taxes à percevoir pour les objets de correspondance, les lettres et boîtes avec valeur déclarée, les remboursements, les mandats de poste, les virements, les recouvrements, les journaux-abonnements et les diverses opérations accessoires du service international par application de la Convention et des Arrangements signés au Congrès postal universel d'Ottawa de 1957, sont remplacées par les suivantes :

fr.  
jusqu'à 50 g 3,00  
jusqu'à 100 g 6,00  
jusqu'à 250 g 10,00

jusqu'à 500 g 15,00  
 au-dessus de 500 g  
 5,00 fr. par tranche supplémentaire de 500 g.

**Art. 2.** Le présent règlement sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 1964.

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Werner**

---

**Statuts réglementaires de la Caisse de maladie des employés privés.**

*Modification de l'annexe B — Soins dentaires — approuvée par décision ministérielle du 25 mai 1964.*

Par décision du 25 mai 1964 le Monsieur le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, la modification apportée le 5 mai 1964 à l'Annexe B — Soins dentaires — des statuts de la Caisse de maladie des employés privés à Luxembourg par la délégation de cette caisse a été approuvée avec effet au 1<sup>er</sup> juin 1964.

---

**Règlements communaux.**

(Les mentions ci-après sont faites en vertu de l'article 4 de l'arrêté royal grand-ducal du 22 octobre 1842 réglant le mode de publication des lois.)

**A s s e l b o r n .** — Modification du règlement sur les conduites d'eau.

En séance du 27 mars 1964, le conseil communal d'Asselborn a pris une délibération modifiant les articles 5, 11 et 17 de son règlement du 13 janvier 1958 sur les conduites d'eau.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 6 mai 1964 et publiée en due forme.  
 — 6 mai 1964.

**B e r g .** — Règlement communal concernant la dénomination des rues et le numérotage des maisons.

En séance du 2 avril 1964, le conseil communal de Berg a édicté un règlement concernant la dénomination des rues et le numérotage des maisons.

Ledit règlement a été publié en due forme. — 8 mai 1964.

**B e r t r a n g e .** — Nouvelle fixation des taxes à percevoir sur les jeux et amusements publics.

En séance du 19 mars 1964, le conseil communal de Bertrange a pris une délibération portant nouvelle fixation des taxes à percevoir au profit du bureau de bienfaisance sur les jeux et amusements publics.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 28 avril 1964 et publiée en due forme.  
 — 4 mai 1964.

**B e r t r a n g e .** — Nouvelle fixation des taxes à percevoir du chef de l'enlèvement des ordures ménagères.

En séance du 19 mars 1964, le conseil communal de Bertrange a pris une délibération portant nouvelle fixation des taxes à percevoir du chef de l'enlèvement des ordures ménagères, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1964.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 28 avril 1964 et publiée en due forme.  
 — 4 mai 1964.

**B e r t r a n g e .** — Nouvelle fixation des taxes à percevoir :

- a) du chef de la confection des tombes ;
- b) du chef de l'octroi de concessions de tombes.

En séance du 19 mars 1964, le conseil communal de Bertrange a pris deux délibérations portant nouvelle fixation :

- a) des taxes à percevoir, à partir du 1<sup>er</sup> mars 1964, du chef de la confection des tombes ;
- b) des taxes à percevoir, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1964, du chef de l'octroi de concessions de tombes.

Lesdites délibérations ont été approuvées par arrêté grand-ducal du 28 avril 1964 et publiées en due forme.  
 — 4 mai 1964.

Imprimerie de la Cour Victor Buck, S. e. c. s., Luxembourg